

## Bureau du 24 avril 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-quatre avril à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

### Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente

THOMAS Gil, 1<sup>er</sup> Vice-président

MUTILLOD Christophe, 2<sup>ème</sup> Vice-président

CHESSEL Pascal, 3<sup>ème</sup> Vice-président

BERTHIER Marie-Pierre, 4<sup>ème</sup> Vice-présidente

DEAGE Joseph, 5<sup>ème</sup> Vice-présidente

COLOMER Gérard

### Absents/excusés :

ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

LEI Josiane, Présidente CCPEVA

DENNE Jean-Claude

Secrétaire de séance : Gil THOMAS

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 17 avril 2024

Délibération affichée le :

Point n°2 – Signature d'une convention avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Haute-Savoie (CAUE74) dans le cadre d'un accompagnement pour la mise en œuvre du Plan de Paysage du Chablais

Monsieur Joseph DEAGE, Vice-Président du SIAC en charge du SCoT, rapporteur, rappelle que Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), créé le 25 avril 2003, a pour compétence la conception, le pilotage et la coordination des actions tendant à l'aménagement et au développement du Chablais. Le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a été arrêté par le Préfet le 18 septembre 2003. Le SCoT du Chablais a été approuvé le 30 janvier 2020.

Le SIAC a été lauréat de l'appel à projet Plans de Paysage en 2020. Ce document a été finalisé en janvier 2023. Ce plan de Paysage du Chablais a constitué une première étape dans la mise en œuvre volontaire du SCoT, conformément à l'article L141-19 du Code de l'urbanisme.

Le SIAC vise une mise en œuvre qualitative du SCoT, notamment en accordant une importance fondamentale à la question du paysage pour le Chablais. Pour être accompagné dans cette démarche, le SIAC souhaite établir un partenariat avec le CAUE74.

Le CAUE de Haute-Savoie, association d'intérêt public, accompagne et sensibilise les collectivités, les acteurs de l'aménagement et les citoyens afin contribuer à la transformation qualitative du paysage et du cadre de vie.

Il est à souligner que les interventions des CAUE auprès des maîtres d'ouvrage public ne sont pas soumises au code des marchés publics. En effet, les conventions d'accompagnement ne sont en aucune manière assimilables à des marchés publics dès lors qu'elles ne sont pas des contrats conclus à titre onéreux, même si elles peuvent donner lieu à une contribution financière, et que les missions réalisées par le CAUE dans le cadre de ces conventions ne constituent pas des prestations concurrentielles.

Considérant la nécessité pour le SIAC d'être accompagné pour mettre en place des actions à destination des communes et EPCI qui en font la demande, dans le but de concrétiser le Plan Paysage du Chablais et de renforcer l'accompagnement et le conseil aux collectivités en vue d'une mise en œuvre qualitative du SCoT du Chablais, notamment en ce qui concerne le paysage.

Considérant que cet accompagnement nécessite de définir le cadre général d'intervention du CAUE74, y compris le déploiement d'actions ciblées autour du Plan de Paysage du Chablais.

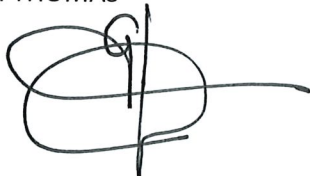
Considérant le projet de convention annexé, qui précise, les modalités d'accompagnement, de financement et les actions prévues par le CAUE74.

**Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :**

- **APPROUVE** la convention de mission d'accompagnement du CAUE 74 pour la mise en œuvre du Plan de Paysage du Chablais,
- **AUTORISE** la Présidente Géraldine PFLIEGER à signer ladite convention et tous les documents s'y rapportant.

Le secrétaire de séance,

Gil THOMAS



La Présidente,

Géraldine PFLIEGER



**Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.*